

vigilanza di ordinare la vendita della parte indivisa spettante al ricorrente a meno che questi vi avesse espressamente consentito, ciò che non venne neanche addotto.

La decisione 20 aprile 1915 che prescriveva questa vendita è dunque illegale. Essa non può far stato nei rapporti del ricorrente, al quale non venne comunicata e che non ne ebbe contezza se non dalla decisione 8 marzo 1915, da lui deferita al Tribunale federale; —

Pronuncia:

Il ricorso è ammesso e, annullata la querelata decisione, vien esclusa della vendita nell'esecuzione N° 1362 (Ufficio della Riviera) la parte indivisa spettante agli Eredi fu Gioconda Vanetti degli stabili iscritti alla mappa di Iragna sotto il nome degli Eredi fu Giuseppe ed Anna-Maria Vanetti.

41. Auszug aus dem Entscheid vom 10. Juni 1915

i. S. Weibel.

Art. 63 SchKG findet auf alle dem Schuldner zur Wahrung seiner Interessen gesetzten Fristen, also auch auf die für ihn laufenden Beschwerdefristen Anwendung.

Das Bundesgericht hat früher die Auffassung vertreten, dass Art. 63 SchKG sich nur auf die dem Amte zur Vornahme gewisser Betreibungshandlungen gesetzten Fristen beziehe. Im Entscheid in Sachen Oppliger vom 13. September 1912 (AS Sep. Ausg. 15 N° 61*) hat es jedoch diesen Standpunkt verlassen und entschieden, dass Art. 63 SchKG auch für die Rechtsvorschlagsfrist gelte. Nun treffen aber die im genannten Entscheide für diese Auslegung des Art. 63 SchKG angeführten Gründe nicht bloss auf die Rechtsvorschlagsfrist, sondern auf alle dem Schuldner zur Wahrung seiner Interessen gesetzten Fris-

* Ges.-Ausg. 88 I N° 105.

ten zu. Art. 63 SchKG muss somit auch auf die für den Schuldner laufenden Beschwerdefristen Anwendung finden. Danach ist im vorliegenden Falle der Rekurs an das Bundesgericht vom 1. Juni 1915 rechtzeitig eingereicht worden; denn das Ende der zehntägigen Rekursfrist wäre für den Rekurrenten in die Pfingst-Betreibungsferien gefallen, und somit wurde die Frist bis zum Ablauf von drei Tagen nach dem Schluss der Ferien, also bis zum 2. Juni 1915, verlängert.

42. Arrêt du 11 juin 1915 dans la cause Wegelin fils.

Notification, art. 64 al. 2. — Notification par remise de l'acte à un agent de la police à charge de le faire parvenir au débiteur. Effet de cette remise.

A. — La maison C. Pourrat fils à Genève a requis le 14 avril 1915 de l'office des poursuites de Genève notification d'un commandement de payer contre les recourants Wegelin fils à Genève, pour une somme de 560 fr. Le commandement a été rédigé par l'office le 14 avril; après avoir tenté vainement d'atteindre les débiteurs, celui-ci l'a notifié le lendemain « à Monsieur Baur, commissariat de police », à Genève. Il a été transmis par ce dernier au Parquet genevois, qui a adressé le 20 avril une convocation aux débiteurs, les invitant à venir retirer le commandement qui les concernait. Puis, cette convocation n'étant pas revenue en retour, le Parquet a estimé qu'elle était parvenue à destination bien que les débiteurs n'aient pas donné signe de vie, et a envoyé en retour le commandement à l'office.

Le 7 mai 1915, l'office a notifié commination de faillite à Wegelin fils de la même manière. Mais la convocation expédiée par le Parquet a eu pour résultat le retrait de la notification auprès de cette autorité le 17 du même mois.

B. — Le 20 mai 1915, la société en nom collectif Wegelin

filis a porté plainte à l'autorité cantonale de surveillance, en concluant principalement à l'annulation du commandement de payer du 14 avril et de la commination de faillite du 7 mai 1915, et subsidiairement à l'admission de l'opposition formulée par elle à la dite poursuite. La recourante expose en la forme que ni le commandement de payer ni la convocation du Parquet ne lui sont parvenus ; au fond, elle explique que la poursuite ne la concerne pas, mais doit être adressée à la société Wegelin & fils à Lyon.

Par décision du 2 juin 1915, l'autorité cantonale de surveillance a admis que la convocation expédiée par le Parquet genevois relative au commandement de payer était parvenue aux débiteurs, mais que ceux-ci s'étaient refusés à y donner suite et devaient en conséquence supporter les conséquences de leur manière d'agir ; elle a constaté ensuite que le délai d'opposition au commandement avait pris fin le 1^{er} mai, et qu'en conséquence celle formulée par les débiteurs le 17 du même mois devait être considérée comme tardive ; elle a ainsi écarté la plainte de Wegelin fils.

C. — Par mémoire du 8 juin 1915, Wegelin fils ont recouru au Tribunal fédéral contre cette décision en reprenant les conclusions formulées par eux devant l'instance cantonale.

Statuant sur ces faits et considérant
en droit :

1. — On ne saurait en premier lieu faire un grief à l'office des poursuites de Genève d'avoir fait droit à la réquisition déposée par C. Pourrat fils contre Wegelin fils, puisque ces derniers ont leur domicile à Genève ; le seul fait que cette poursuite concernerait un autre débiteur du même nom n'était donc pas suffisant pour autoriser l'office à se refuser à notifier la poursuite requise.

2. — La question à résoudre en l'espèce est ainsi seulement celle de savoir si la notification critiquée a eu lieu régulièrement. L'instance cantonale se fonde pour ad-

mettre l'affirmative sur le seul fait que la convocation expédiée à Wegelin fils par le Parquet ne lui est pas venue en retour. Cette argumentation est cependant erronée ; en effet, à teneur de la jurisprudence du Tribunal fédéral et de la doctrine (voir JÆGER I ad art. 64 Note 9 et Ed. spéc. vol. 7 n° 45 consid. 3 *, la remise du commandement de payer à un agent de la police locale, telle qu'elle est prévue à l'art. 64 LP, ne doit pas être considérée comme équivalant à la notification au débiteur lui-même ; elle implique simplement un mandat conféré à la police locale par l'office. Il en est de même pour la remise du commandement au Parquet par la police locale. Enfin, le fait seul que le Parquet a expédié au débiteur une convocation l'invitant à venir retirer le commandement dans ses bureaux est insuffisant pour établir que cette convocation est parvenue à celui-ci et qu'il a eu par conséquent connaissance de la poursuite dirigée contre lui. En la cause, la circonstance que les débiteurs sont mobilisés est de nature à faire supposer qu'il a pu en être autrement.

Au surplus, la seule preuve de l'envoi de la convocation ne permet pas d'établir la date exacte à laquelle elle serait arrivée à la connaissance des débiteurs, ni, par voie de conséquence, de fixer le moment où le délai de plainte ou d'opposition aurait commencé à courir. Il y a lieu ainsi d'admettre le recours, d'annuler la commination de faillite notifiée aux recourants, et d'inviter l'office des poursuites de Genève à accepter l'opposition du recourant au commandement de payer notifié à l'instance de C. Pourrat fils, ainsi qu'à rectifier dans ce sens la communication faite à ce sujet au créancier.

Par ces motifs,

la Chambre des poursuites et des faillites

prononce :

Le recours est admis et la décision de l'autorité can-

* Ed. gén. 30 I N° 81.

tonale de surveillance du 2 juin 1915 annulée ; en conséquence la recourante est admise à faire opposition au commandement de payer.

43. **Entscheid vom 16. Juni 1915 i. S. Zollinger.**

Die Abtretung bezw. Verpfändung der Rechte aus einem eingetragenen Eigentumsvorbehalte ist nicht im Eigentumsvorbehaltsregister vorzumerken.

A. — Die Firma J. Lüde's Witwe in Zürich hat in den Jahren 1912-1914 beim Betreibungsamt Zürich 2 eine Anzahl von Eigentumsvorbehalten zu ihren Gunsten eintragen lassen. In der Folge trat sie ihre sämtlichen Rechte aus einem Teil der bezüglichen Verträge an den heutigen Rekurrenten Zollinger ab. Gestützt hierauf stellte dieser an das Betreibungsamt Zürich 2 das Begehren, die erfolgte Abtretung im Register über die Eigentumsvorbehalte einzutragen, bezw. ihn unter der Rubrik « Veräusserer » bei den betreffenden Einträgen als Rechtsnachfolger der Firma Lüde's Witwe vorzumerken. Das Amt lehnte jedoch die verlangte Vormerkung als überflüssig und unzulässig ab. Die von Zollinger hierüber erhobene Beschwerde wurde von beiden kantonalen Instanzen abgewiesen, von der oberen Aufsichtsbehörde mit der Begründung: Der Rekurrent wolle nach seiner Erklärung verhüten, dass in einem späteren Streite der Richter zu seinen Ungunsten davon ausgehe, die Vormerkung im Register sei ein konstitutives Erfordernis der Abtretung und mangels ihrer Vornahme die letztere ungiltig. Al'ein nicht darauf komme es an, ob die Eintragung von diesem Gesichtspunkt aus « nützlich », sondern ob sie notwendig oder doch sonst vorgesehen sei. Dies sei mit der ersten Instanz zu verneinen. Die Eintragung des Eigentumsvorbehalts sei allerdings notwendig, damit er wirksam werde und das Eigentum, das

nur bedingt übertragen werden wolle, nicht sofort mit der Übertragung des Besitzes übergehe. Dagegen habe sie nicht die Bedeutung, dass derjenige, zu dessen Gunsten der Vorbehalt laute, der Eigentümer sei und nur er. Sie sei daher auch in keiner Weise entscheidend für die Beantwortung der Frage, ob das vorgemerkte Eigentum sich noch beim Vorgemerkten oder bei einem Rechtsnachfolger desselben befinde. Massgebend hiefür erscheine einzig, ob das Eigentumsrecht in einer Weise übertragen worden sei, wie Eigentum an Sachen, die sich im Besitze Dritter befinden, übertragen werden könne (Art. 714 und 924 ZGB). Die Weigerung des Amtes, die verlangte Vormerkung vorzunehmen, sei demnach begründet.

B. — Gegen diesen Entscheid rekurriert Zollinger an das Bundesgericht, indem er sein Beschwerdebegehren erneuert.

Die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer zieht
in Erwägung:

Die Frage, ob die Abtretung bezw. Verpfändung der Rechte aus einem Eigentumsvorbehalte im Eigentumsvorbehaltsregister vorzumerken sei, ist vom Bundesgericht bereits vor einiger Zeit im Anschluss an eine Anregung der baselstädtischen Aufsichtsbehörde auf entsprechende Ergänzung der bestehenden Verordnung vom 19. Dezember 1910 behandelt worden. Die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer hat sie damals in ablehnendem Sinne beantwortet, indem sie in ihrem Bescheide vom 20. Mai 1915 an die genannte Aufsichtsbehörde ausführte: die Zulassung solcher Vormerkungen würde einen präjudiziellen Entscheid darüber voraussetzen, ob und inwiefern überhaupt die Rechte aus dem Eigentumsvorbehalt abgetreten bezw. verpfändet werden könnten, da je nach den Voraussetzungen, die für die Giltigkeit einer solchen Abtretung bezw. Verpfändung verlangt werden, sich natürlich auch die Formalien, welche für die Bewilligung ihrer Vormerkung im Register